

Hautes Terres Communauté

Recu en préfecture le 09/10/2025

Envoyé en préfecture le 09/10/2025

Publié le 09/10/2025

ID: 015-200066637-20251007-2025_DPRSDT_301-AR

Le 07 octobre 2025 DECISION PRESIDENT N°2025-DPRSDT-30

1.4 - Autres types de contrats

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet : Signature d'un contrat pour l'abonnement téléphonique de la maison médicale de Massiac

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de Hautes Terres Communauté ;

Vu la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Considérant la nécessité d'installer la fibre optique à la maison médicale de Massiac (liaison interphone et wifi);

Considérant l'offre de la société ISCO SOLUTIONS ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif principal 2025 chapitre 011 - Charges à caractère général, article 611 - Prestations de services et article 6262 - Frais de télécommunications;

DECIDE

Article 1: De conclure et signer un contrat pour la mise en place téléphonie / internet et abonnement mensuels pour la maison médicale de Massiac (liaison interphone et wifi) avec la Société ISCO SOLUTIONS d'Aurillac;

Article 2 : De préciser que ce dernier prendra effet à compter de la mise en place du système pour une durée de 3 années ;

Article 3 : De préciser que les prix de services et d'abonnements sont les suivants :

Frais de mise en service	300 € HT
Forfait 1 Gb / 800 Mb	70.00 € HT par mois
1 adresse IP publique IPV4	3.00 € HT par mois
4 adresses IP publique IPV4	8.00 € HT par mois

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 5 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président.

Didier ACHALME

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.